



Migration ville-à-ville en Méditerranée

Dialogue, Connaissances et Action

Réunion d'apprentissage entre pairs – Document de référence

La coopération renforcée pour plus de confiance : le rôle de la société civile dans la gouvernance de la migration urbaine

25-26 juin 2019


Lieu: Sfax

Ce document de référence a été rédigé par Camille Le Coz dans le cadre de la rencontre d'apprentissage entre pairs du projet Migration ville à ville en Méditerranée (MC2CM) sur « *la coopération renforcée pour plus de confiance : le rôle de la société civile dans la gouvernance de la migration urbaine* » qui se tiendra à Sfax les 25 et 26 juin 2019.

Ce document de référence aborde les questions les plus importantes et les plus pertinentes concernant la contribution des organisations de la société civile (OSC) à la gouvernance urbaine de la migration. Plus particulièrement, ce document vise à répondre aux questions clés soulevées à travers la coopération entre les OSC et les municipalités, ses réalités, ses défis et ses objectifs, et à introduire des pratiques du terrain, des modèles, des mécanismes et des outils qui se sont avérés prometteurs. Finalement, cette note présente une série de questions clés qui seront soulevées lors de cet événement.

Introduction et contexte

Les villes situées sur les deux côtés de la Méditerranée ont toujours été à la croisée des flux de migration dans la région. Ces villes jouent différents rôles dans les mouvements migratoires – destination, transit ou origine – et cette diversité de fonctions a conduit à l'élaboration de **stratégies, de politiques et d'actions spécifiques pour répondre aux différents contextes de migration urbaine**. Comme nous l'avons remarqué depuis le début des conflits en Syrie, les villes du Moyen-Orient et d'Europe sont souvent les premières villes à accueillir et à aider les nouveaux arrivants particulièrement les plus vulnérables. Les états concernés sont également actifs mais ils n'interviennent que plus tard et les solutions qu'ils proposent semblent être moins adaptées aux défis urgents auxquels sont confrontés les municipalités.



Alors que les villes exercent un rôle de plus en plus important¹ en matière d'accueil et d'appui aux migrants, les municipalités concernées ne disposent souvent pas des ressources nécessaires, de la formation, des réseaux et de la capacité à faire face aux défis que pose la migration notamment quand il s'agit de flux migratoires imprévus et ingérables. Parallèlement, les organisations de la société civile (OSC) contribuent à aider les migrants en **les sensibilisant, en leur facilitant l'accès aux services de base et en facilitant leur inclusion sociale**. A cet effet, Les OSC visent à collaborer en tant que partenaires avec les autorités locales en vue d'instaurer une meilleure gestion sur le terrain². Néanmoins, **certains risques peuvent être associés à des actions menées par les OSC qui manquent de coordination**, dont une utilisation suboptimale des ressources ou la communication de messages qui ne respectent pas les politiques locales et nationales.

Ce document de référence présente les différents partenariats mis en place au niveau local avec les OSC en matière de migration (1), et les diverses initiatives émanant des villes méditerranéennes et européennes (2). Ce document met également l'accent sur les mécanismes et les outils de coordination mis en avant ces dernières années dans le but de consolider la coopération entre les villes et les OSC (3). Finalement, cette note décrit les principaux défis que pourraient poser l'implication des OSC dans le cadre des initiatives entreprises en migration (4) et aborde les questions clés qu'il convient de soulever lors de cette rencontre (5).


1. Des arguments en faveur d'un partenariat renforcé avec les OSC sur la migration

Les municipalités représentent les acteurs clés pour l'accueil des nouveaux arrivants, mais leur rôle devient de plus en plus crucial et difficile ces dernières années vu la nécessité de répondre aux besoins urgents tout en mettant un plan à long terme pour l'intégration des migrants. A cet effet, les autorités locales ont collaboré avec les OSC pour développer et mettre en place de nouvelles actions, en faisant également face aux questions urgentes sur les solutions pour une bonne coordination.

En Europe, au Moyen-Orient et en Afrique du Nord, les villes ont été fortement touchées par les crises humanitaires de la dernière décennie. Les municipalités en Jordanie, au Liban et en Turquie, qui ont dû **mobiliser une assistance d'urgence** pour venir en aide aux réfugiés venant de la Syrie, en sont peut-être les exemples les plus frappants. En Europe, certaines municipalités ont été objet de fortes pressions en 2015, suite au nombre inattendu d'arrivants venant des pays tiers en passant par la Grèce et l'Italie. Ces villes furent amenées à développer de nouveaux systèmes et services pour répondre aux besoins des nouveaux arrivants et des groupes les plus vulnérables.

¹ Gebhardt, Dirk. 2014. *Building Inclusive Cities: Challenges in the Multilevel Governance of Immigration Integration in Europe*. Washington, D.C.: Migration Policy Institute, <https://www.migrationpolicy.org/research/building-inclusive-cities-challenges-multilevel-governance-immigrant-integration-europe>

² Voir par exemple OECD, 2018. *Working Together for Local Integration of Migrants and Refugees*. <http://www.oecd.org/governance/working-together-for-local-integration-of-migrants-and-refugees-9789264085350-en.htm>



En parallèle, les autorités locales se sont engagées dans des discussions axées sur comment **concevoir et mettre en place de meilleures stratégies pour l'intégration**³. En conséquence, plusieurs villes ont adopté des politiques de branding pour promouvoir la diversité et cibler les talents, les entrepreneurs et les professionnels qualifiés.

De plus, ces villes **contribuent aux débats mondiaux portant sur l'accueil et la réception des migrants**. Le Nouvel Agenda Urbain, adopté dans le cadre de la conférence Habitat III en 2016, engage les gouvernements à soutenir les villes d'accueil et à garantir le respect des réfugiés, les droits des déplacés internes et des migrants. Cette conférence a connu une participation importante de la part de la société civile et des acteurs locaux. Les plateformes locales ont été largement consultées notamment les organisations de jeunesse. Habitat III a également confirmé l'engagement des Etats membres de l'Union européenne pour appuyer une gouvernance effective à plusieurs niveaux⁴. Cette approche fondée sur les droits s'aligne avec l'agenda mondial des droits de l'Homme dans la cité⁵ (2011), la Charte européenne de sauvegarde des droits de l'homme dans la ville⁶ (2000), ainsi que les Principes directeurs de Gwangju pour une ville des droits de l'homme⁷ (2014).

Si le nouvel Agenda Urbain reconnaît les contributions sociales, économiques et culturelles des migrants à la vie urbaine, il reconnaît également leurs défis⁸. En vue d'exploiter pleinement le potentiel de la diversité, les municipalités doivent s'engager à renforcer le rôle des migrants dans les communautés locales ce qui nécessite souvent **le soutien des OSC afin d'atteindre les objectifs fixés pour des raisons pratiques ou financières**. En effet, les autorités locales manquent de ressources financières et humaines pour pouvoir offrir des services personnalisés qui sont parfois financés par des acteurs non étatiques dans des villes aux capacités très limitées⁹. D'autant plus, les OSC **travaillent plus étroitement sur le terrain** et sont en contact direct avec les communautés d'accueil et les migrants, dont les groupes les plus vulnérables et les plus difficiles à atteindre tels que les mineurs non accompagnés¹⁰, qui représentent un atout pour les villes.

³ Voir par exemple Peter Scholten & Rinus Penninx. 'The Multilevel Governance of Migration and Integration', https://link.springer.com/chapter/10.1007/978-3-319-21674-4_6

⁴ Nations Unies, Habitat III 2016, 'A Conference of 30,000 Voices', 2017, p. 13. Disponible à : <http://habitat3.org/wp-content/uploads/30000-voices-HabitatIII.pdf>.

⁵ <https://www.uclg-cisd.org/en/right-to-the-city/world-charter-agenda>


⁶ <https://www.uclg-cisd.org/en/right-to-the-city/european-charter>

⁷ 'Principes directeurs de Gwangju pour une ville des droits de l'homme, 17/05/2014, <https://www.uclg-cisd.org/sites/default/files/Gwangju%20Guiding%20Principles%20for%20Human%20Rights%20City%20adopt ed%20on%2017%20May%202014.pdf>

⁸ ONU, Nouvel Agenda Urbain, 2016, p. 11 (28).

⁹ OECD. 2018. *Working Together for Local Integration of Migrants and Refugees in Athens*. OECD Publishing, Paris, https://read.oecd-ilibrary.org/social-issues-migration-health/working-together-for-local-integration-of-migrants-and-refugees-in-athens_9789264304116-en#page4

¹⁰ Voir par exemple le travail des OSC telle que Utopia56 et L'Auberge des Migrants à Calais et Grande Synthe, qui effectuent des tournées régulières pour offrir les informations et les services de base aux migrants y compris les mineurs non accompagnés, dans la région ; A Paris, voir le travail d'Adjie, Paris d'Exil et Médecins sans frontières.



Le Pacte mondial pour une migration sûre, ordonnée et régulière, adopté en 2018, reconnaît la contribution des OSC pour limiter et minimiser les effets négatifs des mouvements migratoires. Le Pacte appelle à la mise en place et au renforcement de mécanismes de suivi, d'anticipation et de soutien aux situations d'urgence, fondés sur la coopération entre les gouvernements et les OSC. Il souligne également le rôle des OSC à fournir aux migrants les informations nécessaires avant leur départ, à l'arrivée ainsi que sur les processus d'intégration ultérieurs¹¹.

2. Contribution de la société civile à l'élaboration de politiques publiques visant des villes inclusives, sûres et résilientes

Les OSC sont des partenaires clés dans la réalisation de **l'Objectif du Développement durable n°11 visant la mise en place de villes inclusives, sûres et résilientes**, notamment en matière de migration. Toutefois, les OSC varient en fonction de la taille, du statut, du mandat, des intérêts et des objectifs ainsi que des activités, des sources de financement et du degré de professionnalisation. Néanmoins, ils jouent un rôle important dans l'amélioration de l'inclusion des migrants et de leur accès aux droits et aux services.

Promotion des droits des migrants

Certaines OSC visent à fournir aux migrants des informations sur les droits et services en coopération avec la ville ou de manière découplée. En vertu d'un accord avec la ville (et parfois d'une subvention), les organisations locales contribuent à la coordination des processus d'accueil des nouveaux arrivants et leur fournissent des informations sur leur statut.

Les ONG orientent les demandeurs d'asile vers les services concernés et leur offrent une assistance juridique, comme est le cas à **Madrid**, où l'Ordre des avocats offre des conseils juridiques aux migrants¹². Les OSC contribuent également à enregistrer les cas de violences perpétrés contre les migrants et à les signaler aux autorités locales. Au **Maroc**, un projet financé par l'UE¹³ soutient la mise en place d'une stratégie nationale en matière de migration et d'asile et vise à financer les ONG locales en vue de sensibiliser le public aux problèmes du racisme et de la xénophobie et de documenter les abus perpétrés susceptibles de guider le travail réalisé par le gouvernement.

D'autant plus, la société civile surveille la manière dont les autorités nationales et locales s'acquittent de leurs responsabilités à l'égard des migrants, notamment en ce qui concerne le respect des droits et l'accès aux services de base. À **Calais** et à **Paris**, des ONG dénoncent régulièrement les conditions de vie et de travail des populations migrantes et le non-respect, par les gouvernements, de leurs obligations légales¹⁴.


¹¹ Les Objectifs 3(e), 12(c) Pacte mondial pour une migration sûre, ordonnée et régulière.

¹² MC2CM. *Profil Migratoire de Ville: Madrid. Résumé Exécutif*.

https://www.icmpd.org/fileadmin/1_2018/MC2CM/City_Migration_Profile_Madrid_FR.pdf

¹³ Voir: <https://ec.europa.eu/trustfundforafrica/region/north-africa/morocco/vivre-ensemble-sans-discrimination-une-approche-basee-sur-les-droits-de-en>

¹⁴ Voir par exemple Le Monde. 'Migrants: la ville de Calais s'oppose au Conseil d'Etat, qui demande l'installation de points d'eau et de sanitaires', 31/07/2017



Les ONG font entendre les différentes voix et opinions et fixent les priorités des différents objectifs. A **Paris**, les ONG évaluent de façon régulière le travail des organisations homologues qui bénéficient d'un financement de la municipalité sans offrir aux migrants et aux autres personnes vulnérables¹⁵ les services nécessaires et adéquats.

Améliorer l'accès aux services

Les OSC s'efforcent également à améliorer l'accès des migrants aux services, soit en les orientant vers les mécanismes d'aide dédiés, ou en leur offrant des services de bases complémentaires. À **Paris**, les ONG effectuent des visites quotidiennes dans des quartiers informels pour informer les migrants des possibilités d'accès aux soins médicaux, à la nourriture et aux vêtements gratuits¹⁶. À **Lyon**, une association locale soutient les familles vivant dans des conditions précaires et les aide dans les démarches d'inscription scolaire¹⁷. À **Vienne, Amsterdam et Berlin**, les municipalités délèguent la prestation de services spécifiques à des ONG dont la mission est de fournir directement les produits de base aux migrants et de leur assurer une assistance d'urgence allant des soins médicaux aux centres d'hébergement¹⁸.

Dans ces villes, Les ONG coordonnent de façon étroite avec les autorités locales qui sont chargées de la mise en place et du suivi des activités. Dans les villes où les ressources sont limitées comme à **Athènes¹⁹, Amman ou Beyrouth**, les ONG agissent souvent par leurs propres sources de financement : à **Beyrouth**, certaines ONG assurent directement aux enfants migrants des services d'éducation²⁰.

Les initiatives des ONG ne se limitent pas à fournir les services de base mais à aider toutes les populations y compris les migrants à s'intégrer au marché de travail ou à développer leurs compétences professionnelles. Ces activités comprennent des services d'orientation et de placement et même des sessions de formation plus structurées comme à Madrid où la NGO La Rueca œuvre avec le soutien financier de la municipalité à améliorer les compétences professionnelles des résidents les plus vulnérables, y compris les migrants²¹. Dans certaines villes, les OSC proposent des cours de langues et une orientation socio-culturelle. A **Athènes**, à **Tanger** et à **Tunis**, diverses ONG proposent des cours de langue aux

¹⁵ Libération. 'Mineurs isolés étrangers: la Croix-Rouge doit respecter ses propres principes', 22/01/2019, https://www.liberation.fr/debats/2019/01/22/mineurs-isoles-etrangeurs-la-croix-rouge-doit-respecter-ses-propres-principes_1704646

¹⁶ Voir par exemple le travail d'Utopia56 à Paris: <http://www.utopia56.com/fr/>


¹⁷ MC2CM. *Rapport de synthèse des Profils Migratoires de ville*, Octobre 2017, https://www.icmpd.org/fileadmin/1_2018/MC2CM/MC2CM_Synthesis_Report_FR_Online.pdf

¹⁸ Par exemple, Vienne travaille avec une NGO locale qui exploite un hôpital ouvert aux migrants sans papiers : *Ibid.*

¹⁹ OECD. 2018. *Working Together for Local Integration of Migrants and Refugees in Athens*. OECD Publishing, Paris, https://read.oecd-ilibrary.org/social-issues-migration-health/working-together-for-local-integration-of-migrants-and-refugees-in-athens_9789264304116-en#page4

²⁰ MC2CM. *Rapport de synthèse des profils migratoires de villes*, Octobre 2017, https://www.icmpd.org/fileadmin/1_2018/MC2CM/MC2CM_Synthesis_Report_FR_Online.pdf

²¹ MC2CM. *Profil Migratoire de Ville : Résumé Exécutif*. https://www.icmpd.org/fileadmin/1_2018/MC2CM/City_Migration_Profile_Madrid_FR.pdf



migrants, généralement avec le soutien des bénévoles ou des fondations privées²². Ces organisations peuvent travailler indépendamment des autorités locales ou dans le cadre de l'initiative « Open Schools » à Athènes où les activités se font en coordination avec le gouvernement et les organisations ont accès aux installations publiques telles que les classes et salles de cours²³.

Renforcer l'inclusion sociale et la participation politique

Les acteurs de la société civile œuvrent également en faveur de l'inclusion des migrants dans les communautés d'accueil et mettent l'accent sur les avantages de la diversité pour renforcer l'attractivité des villes. A cette fin, les OSC contribuent à promouvoir la participation des migrants dans les processus de prise de décision au niveau local et à encourager le dialogue interculturel dans le but de renforcer la compréhension mutuelle.

En comparaison avec les autorités locales, les OSC font preuve de plus de flexibilité dans leurs activités à travers les différentes formes de dialogue, les événements culturels et les consultations. Les organisations locales telles que les associations de quartiers, les associations de parents ou les organisations commerciales ont aidé à rapprocher les populations migrantes et les communautés d'accueil. A Lyon, l'association "Agence Lyon Tranquillité Médiation" encourage le dialogue entre les acteurs locaux de la municipalité, les résidents, les ONG locales et les entreprises privées²⁴. Les organisations religieuses et confessionnelles peuvent également paver la voie au dialogue interculturel entre les communautés à travers des événements communs ou des activités de sensibilisation²⁵. A Berlin, Le Forum Islamique œuvre à encourager le dialogue interconfessionnel et à mener des discussions sur la situation des minorités dans la ville²⁶.

3. Mécanismes, outils et cadres de coordination pour renforcer la participation des OSC

Avec une telle diversité d'OSC impliquées dans différentes activités au niveau local, il s'avère important de bien organiser leur participation aux mécanismes de gouvernance locaux. Dans de nombreuses villes, les municipalités comptent sur les OSC pour mettre en place des projets et profiter de leur flexibilité et de leurs réseaux dans un contexte donné. Cependant, ces mêmes organisations sont parfois exclues des processus d'identification des besoins. Cela empêche les OSC de fournir des informations recueillies sur le terrain et limite


²² MC2CM. *Rapport de synthèse des Profils Migratoires de Villes, Octobre 2017*, https://www.icmpd.org/fileadmin/1_2018/MC2CM/MC2CM_Synthesis_Report_FR_Online.pdf

²³ OECD. 2018. *Working Together for Local Integration of Migrants and Refugees in Athens*. OECD Publishing, Paris, https://read.oecd-ilibrary.org/social-issues-migration-health/working-together-for-local-integration-of-migrants-and-refugees-in-athens_9789264304116-en#page4

²⁴ Voir MC2CM. *Social Cohesion and Intercultural and Inter-religious Dialogue*. July 2016. Lisbon, https://issuu.com/uclcgclu/docs/20_social_cohesion_and_dialogue_lis

²⁵ *Ibid*

²⁶ OECD. 2018. *Working Together for Local Integration of Migrants and Refugees in Berlin*. OECD Publishing, Paris. https://read.oecd-ilibrary.org/social-issues-migration-health/working-together-for-local-integration-of-migrants-and-refugees-in-berlin_9789264305236-en#page4



l'efficacité des prestations de services. Il est donc crucial de ne pas limiter le rôle des OSC à fournir les services mais les impliquer davantage dans le partage d'informations et les mécanismes d'élaboration de politiques.

Coordination et partage des informations

Au cours des dernières années, les villes ont œuvré à améliorer la coordination avec les organisations de la société civile dans le cadre d'initiatives de volontariat et de projets locaux et internationaux, par le biais de diverses sources de financement. Cela a été source de confusion pour les acteurs en place et les services disponibles. À **Athènes**, de nombreuses ONG et groupes de bénévoles ont commencé à aider les migrants sans coordination et sans informer systématiquement la municipalité. Cela a entraîné des redondances et une désinformation parmi les migrants, poussant la municipalité à créer un centre de coordination : le Centre de coordination pour les réfugiés et les migrants d'Athènes regroupe des organisations nationales, internationales et locales ainsi que des agences municipales et vise à suivre toutes les initiatives locales²⁷.

Au-delà de la coordination, une meilleure relation entre les villes et les OSC est susceptible de favoriser le partage d'informations dans le but de mieux identifier les besoins et les lacunes, de suivre et d'évaluer les actions mises en œuvre. À Berlin, les autorités locales ont exploité les connaissances et informations que possèdent la société civile sur les migrants installés dans la ville pour trouver des réponses adéquates aux problèmes qui se posent. D'autre part, les municipalités proposent des plateformes puissantes qui pourraient être utiles pour les organisations de la société civile et leurs activités. A Berlin après 2015, la ville a créé une plateforme en ligne pour partager des informations sur le volontariat local²⁸.


Contributions aux améliorations opérationnelles et à l'élaboration de politiques

Au-delà de la coordination, les OSC ont un rôle concret et fondamental à jouer dans l'amélioration des politiques et dans la conception des projets en partageant leurs points de vue et leurs connaissances pratiques sur la situation locale. Les acteurs de la société civile ont souvent recours au partage d'informations et de feedbacks informels avec leurs points de contacts au sein des municipalités.

Plusieurs villes ont œuvré pour formaliser ces canaux de communication en créant des plateformes consultatives, et en réunissant des représentants de la société civile locale dans le but de formuler des recommandations pouvant améliorer le processus d'élaboration de politiques et de programmes. Bien que ces forums visent à se réunir régulièrement, certains ont été mis en place pour atteindre certains objectifs spécifiques, développer un règlement bien précis ou élaborer une nouvelle stratégie par exemple. D'autant plus, les organisations impliquées ne sont pas systématiquement sélectionnées en fonction de leur degré de

²⁷ Voir: <http://athenspartnership.org/migrationrefugeescenter>

²⁸ OECD. 2018. *Working Together for Local Integration of Migrants and Refugees in Berlin*. OECD Publishing, Paris. https://read.oecd-ilibrary.org/social-issues-migration-health/working-together-for-local-integration-of-migrants-and-refugees-in-berlin_9789264305236-en#page4



représentation. Souvent, la priorité est donnée aux grandes OSC et NGO et aux groupes d'intérêt spéciaux (associations d'aide aux migrants et organisations confessionnelles).

A **Barcelone**, un groupe de travail créé et dirigé par le commissaire municipal permet de réunir régulièrement les autorités locales et les NGO pour soulever plusieurs questions dont l'accès des migrants irréguliers aux services et les défis que cela pose. Par ailleurs, à **Athènes**, la société civile est engagée depuis longtemps dans le développement de politiques locales et la ville a créé en 2011 un conseil pour l'intégration des migrants regroupant 6 communautés migrantes et ayant pour mission d'identifier les besoins des migrants et les services adéquats²⁹. La ville de **Berlin**, quant à elle, compte sur deux entités consultatives : le conseil consultatif aux questions de migration et d'intégration et le Forum Islamique de Berlin. Le conseil consultatif est composé des associations d'aide aux migrants et des représentants de la ville alors que le Forum Islamique vise à représenter les résidents musulmans à Berlin³⁰.

Ces initiatives se veulent participatives et permettent aux OSC et aux communautés locales de transmettre des messages aux responsables locaux. Néanmoins, ces conseils n'ont généralement qu'un rôle consultatif et les OSC ont fait entendre qu'ils ne sont pas vraiment impliqués et intégrés dans les processus de prise de décision. D'autant plus, ces conseils et assemblées manquent généralement de ressources, ce qui constitue pour eux un véritable défi rendant presque impossible leur participation aux discussions techniques et autres consultations. Finalement, ces conseils pourraient soulever des demandes qui ne relèvent pas de la mission de la municipalité, ce qui contribue à alimenter largement la frustration de toutes les parties.


4. Défis de la coordination

Vu que les OSC apportent une assistance cruciale aux migrants et aux communautés d'accueil, les villes réalisent la nécessité de les inclure systématiquement dans les processus de prise de décision. Cependant, des défis majeurs persistent sur la nature de cette coopération :

- **Cohérence des politiques en place** : garantir la cohérence des politiques existantes représente un des objectifs principaux des villes. Que les objectifs des OSC soient conformes aux objectifs des politiques locales ou pas, il s'avère crucial d'agir de façon coordonnée pour éviter les doublons, la redondance et la mise en place d'initiatives contradictoires. Améliorer la coordination est donc nécessaire, toutefois les divergences risquent de persister compte tenu de la diversité des intérêts des acteurs locaux.

²⁹ OECD. 2018. *Working Together for Local Integration of Migrants and Refugees in Athens*. OECD Publishing, Paris, https://read.oecd-ilibrary.org/social-issues-migration-health/working-together-for-local-integration-of-migrants-and-refugees-in-athens_9789264304116-en#page4


³⁰ OECD. 2018. *Working Together for Local Integration of Migrants and Refugees in Berlin*. OECD Publishing, Paris. https://read.oecd-ilibrary.org/social-issues-migration-health/working-together-for-local-integration-of-migrants-and-refugees-in-berlin_9789264305236-en#page4

- 
- **Financement, transparence et durabilité** : Les OSC reposent essentiellement sur un financement public et privé à la fois – des donateurs de l’UE et autres donateurs internationaux, des gouvernements centraux, des régions, des villes et du secteur privé. Les donateurs ont des exigences et des dispositions différentes en matière d’informations et de communication. Et les OSC ne sont pas toujours en mesure de présenter toutes les initiatives entreprises et de démontrer leur impact global.

Cette situation pourrait également avoir des incidences sur la capacité des NGO à développer des actions et relations durables avec les bénéficiaires si elles n’ont aucune garantie de financement pour l’avenir. Cela est particulièrement vrai dans le cas des financements des municipalités, qui dépendent des politiques et des priorités politiques. Ainsi, les restrictions budgétaires imposées aux OSC et le manque de ressources pourraient les mettre en concurrence, parfois au détriment d’une bonne coordination.

- **Flexibilité et réactivité** : Bien que les OSC soient flexibles de nature, leur niveau de réactivité pourrait être limité notamment quand il s’agit de contrats à durée déterminée. En revanche, les subventions permettent généralement une plus grande autonomie mais ces conventions semblent plus difficiles à gérer. **Amsterdam** a déjà mis en place plusieurs installations à l’instar de “Good Ideas Centres” dont l’objectif est d’accorder des subventions aux NGO par le biais d’un processus accéléré directement lié au bureau du Maire³¹, visant à promouvoir des solutions et réponses rapides et innovantes aux besoins émergents.
- **Autonomie** : Les OSC peuvent être associées aux organisations politiques ou aux groupes d’intérêt spécifiques (par exemple professions libérales et confessionnelles) ce qui pourrait remettre en question la neutralité, la responsabilité et la durabilité de leurs actions. Cette position pourrait menacer leur autonomie et leur flexibilité vis à vis des autorités locales. Cette limitation s’avère donc critique sachant que les acteurs de la société civile cherchent à renforcer leur responsabilité et leur transparence au niveau local et à exprimer leurs points de vue sans risquer de représailles.
- **Renforcement des capacités et professionnalisation** : Au cours des dernières décennies, Les OSC ont gagné en professionnalisation. D’une part, ces organisations s’efforcent à être mieux organisées, à soigneusement rationaliser leurs activités, à les surveiller et à gagner des bonnes pratiques. Les ONG, peuvent à leur tour, grâce à leur expertise sectorielle, renforcer la capacité des autorités locales ; notamment parmi les acteurs dont les connaissances sur la migration sont limitées (par exemple les départements d’achats ou de ressources humaines peuvent accroître le niveau de diversité parmi les fournisseurs municipaux ou les employés).

³¹ OECD. 2018. *Working Together for Local Integration of Migrants and Refugees in Amsterdam*. OECD Publishing, Paris. https://read.oecd-ilibrary.org/urban-rural-and-regional-development/working-together-for-local-integration-of-migrants-and-refugees-in-amsterdam_9789264299726-en#page4



D'autre part, les petites structures - essentiellement les structures à base communautaire – n'ont pas les compétences nécessaires pour formuler des propositions, gérer les budgets et élaborer des rapports de suivi qui respectent les conditions internationales ou les critères de l'UE. Ces points font l'objet d'une réflexion et d'une amélioration au sein des OSC. De même, des bénévoles non expérimentés pourraient entraver une bonne prestation de services et avoir des effets négatifs. Dans ce sens, **Berlin** a mis en place des cours de qualification destinés aux bénévoles.

Conclusions et principaux points de discussion

Les OSC ont un rôle crucial à jouer dans le cadre de leur coopération avec les autorités locales pour promouvoir des villes plus ouvertes et diversifiées et garantir l'accès aux droits et services pour tous. Les acteurs de la société civile représentent des partenaires clés visant à fournir des orientations opérationnelles et des informations provenant du terrain. Les acteurs de la société civile représentent également des alliés essentiels dans l'élaboration et la mise en place de politiques mais la nature de cette relation varie en fonction des intérêts et de la capacité des responsables de la ville ainsi que de la pertinence politique attribuée à leur secteur d'intervention.

Questions guides pour les discussions : Comment travaillez-vous avec les OSC dans votre ville ?

- Comment pouvez-vous garantir la cohérence des politiques impliquant plusieurs acteurs dans votre contexte et être sûr que les contributions des OSC locales alimentent les politiques stratégiques de votre ville ?
- Comment encourager les OSC à participer à l'élaboration des politiques et des programmes locaux et comment vérifier que leurs recommandations soient intégrées de façon efficace dans les processus d'élaboration ?
- D'après votre expérience, quels sont les mécanismes de consultation qui ont abouti à des résultats prometteurs et dans quelles conditions ?
- Du point de vue de la municipalité, quels seraient les systèmes de financement les plus adéquats pour soutenir les OSC, leur faciliter le suivi de leurs activités et leur permettre d'avoir une certaine flexibilité pour s'adapter aux besoins émergents ?

Principaux rôles, points forts et points faibles des OSC au niveau local

Rôle	Point fort	Point faible
<i>Sensibiliser aux droits des migrants</i>	Atteindre les migrants et les communautés d'accueil, et fournir plus de connaissances et d'informations sur la situation concrète sur le terrain (informations plus précises, à jour et nuancées) ;	Transmettre des messages contradictoires si le personnel concerné ne reçoit pas une formation adéquate et pertinente ; Les effets positifs peuvent être limités malgré l'engagement de la ville à garantir l'accès aux droits et services ;
<i>Surveiller le respect des obligations et des engagements des autorités</i>	Les acteurs indépendants peuvent exprimer leurs points de vue sur les affaires locales ;	Engendrer des tensions politiques avec les autorités locales et entraver la coordination ;
<i>Promouvoir l'accès aux services et agir en tant que fournisseur de services</i>	Améliorer l'accès des populations les plus vulnérables, particulièrement les migrants et groupes sans papiers tels que les mineurs non accompagnés ; Faciliter l'accès à d'autres sources de financement à travers les donateurs internationaux ou les entreprises privées ;	Manquer de capacités et de financement pour fournir les services (ou les connaissances nécessaires pour orienter les migrants vers les services adéquats) ; Engendrer des tensions avec les populations migrantes et les communautés d'accueil si les services ne sont pas fournis de manière transparente ;
<i>Promouvoir l'inclusion sociale et économique des migrants</i>	Mieux comprendre les défis auxquels font face les migrants pour accéder au marché de travail ; Faciliter l'accès à d'autres sources de financement à travers les donateurs internationaux et les entreprises privées ;	Rivaliser avec d'autres OSC pour le financement et entraîner un manque de coordination avec ces mêmes organisations.
<i>Soutenir la participation des migrants à la prise de décision</i>	Aider à réunir les griefs et les points de vue des migrants malgré leurs situations (sans papiers, groupes difficiles à atteindre) ;	Non démocratique, et la direction de certaines OSC peut ne pas représenter les opinions et points de vue de ses électeurs ; Favoriser certains groupes au détriment d'autres en fonction des intérêts de l'organisation ;